En Espagne, l'école fait l'impasse sur la guerre civile ou la dictature de Franco

Cet hiver, Léo, 13 ans, collégien de la banlieue ouest de Madrid, est revenu d'un voyage scolaire avec une foule de questions sur le général Franco et la dictature qu'il imposa à son pays de 1936 à 1975. « Mon copain Alvaro m'a raconté qu'en réalité, ce sont les républicains qui ont commencé la guerre et que Franco [dont la tentative de coup d'Etat militaire en juillet 1936 déclencha la guerre civile] est juste intervenu pour rétablir l'ordre. Et puis, il a reconstruit l'Espagne, bâti des routes et donné du travail aux gens », a-t-il énuméré devant son père, Juan Diego Fernandez, abasourdi. Pis, l'adolescent a révélé que, dans sa classe, plusieurs élèves chantaient à tout vent l'hymne phalangiste des nostalgiques du Caudillo, Cara al sol, appris sur l'application TikTok.

Son cas est loin d'être isolé. Saluts et chants fascistes dans des discothèques, discours révisionnistes dans les cours de récréation, apologie du franquisme lors de sorties scolaires... Ces derniers mois, la presse espagnole se fait l'écho de l'augmentation des manifestations franquistes chez les jeunes.

En décembre 2024, des élèves de terminale se sont filmés en train de chanter le Cara al sol, lors d'une excursion scolaire à Cuelgamuros, au nord-ouest de la capitale espagnole, devant l'ancien monument mausolée où Franco était enterré jusqu'en 2019. Le Syndicat des étudiants a porté plainte. L'antenne de Castille-et-León du parti fasciste de la Phalange a réagi avec ironie sur ses réseaux sociaux. « Les élèves espagnols se réveillent. Il y a de la relève. Ce pseudo-syndicat va devoir écouter souvent le Cara al sol. On le promet. »

Ces discours révisionnistes et néofranquistes pénètrent d'autant plus facilement chez les jeunes, que, comme Léo, beaucoup atteignent l'adolescence sans jamais avoir étudié ni la guerre d'Espagne ni la dictature franquiste durant leur scolarité.

« Le traitement de l'histoire récente dans les écoles est très réduit et explique la méconnaissance chez les jeunes de ce qu'a été la dictature, ainsi que la persistance de mythes et récits questionnés par l'historiographie. Ces derniers semblent avoir repris de la vigueur, dans le contexte de la montée de l'extrême droite dans le pays », explique Nestor Banderas, professeur à l'université de Valence et auteur d'une thèse sur le traitement de l'histoire contemporaine espagnole dans les écoles de la région.

En théorie, les jeunes Espagnols devraient étudier cette période historique en 6e. « Dans les faits, ils ne sont souvent pas traités ou survolés de manière très superficielle en fin d'année, par manque de temps ou parce que certains professeurs préfèrent éviter d'éventuels conflits avec les familles », souligne Nestor Banderas.

L'histoire récente espagnole est ensuite censée revenir au programme au lycée. Mais là encore, le temps passé à son enseignement dépend dans les faits du bon vouloir des professeurs ou des priorités fixées par les diverses régions. « Certains enseignants réalisent un travail de mémoire important, en visitant les sites de l'exil des républicains espagnols ou d'exhumation des victimes de la guerre civile, poursuit l'enseignant. Quoi qu'il en soit, il est fondamental que cette période soit enseignée avant la classe de seconde, car le processus de socialisation politique est déjà bien avancé à cet âge. »

Le président de l'Association pour la récupération de la mémoire historique, Emilio Silva, est de plus en plus sollicité par des professeurs d'histoire, dépassés. « Lors de ma dernière intervention dans une classe de seconde, des parents avaient demandé que leur fils soit dispensé de cours, car ils craignaient qu'il se fasse "endoctriner". Heureusement, le directeur n'a pas cédé », se désole cet homme dont le grand-père républicain fut fusillé en 1936 par les phalangistes de son village en Castille-et-León.

Aux élèves, il raconte l'histoire tragique de sa famille, sa grand-mère, veuve avec six enfants, et son père qui a dû arrêter l'école à l'âge de 6 ans. Il leur montre la bague que son grand-père a donnée à l'un de ses fils venu lui rendre visite alors qu'il attendait la mort dans un cachot, et leur explique comment, en 2000, il a finalement trouvé la fosse commune dans laquelle il avait été jeté, avec douze autres villageois...

« En général, même ceux qui jouent aux durs finissent par m'écouter en silence. Et récemment, une jeune fille de 16 ans est venue me voir à la sortie d'un cours pour me dire qu'elle ne chanterait plus le Cara al sol, qu'elle ne savait pas, avant cela, ce qu'il signifiait... », raconte Emilio Silva. Selon une étude publiée en 2022 par l'association des descendants des exilés, les Espagnols entre 16 ans et 32 ans ont davantage de connaissances sur la Shoah que sur la guerre civile en Espagne.

La montée des discours néofranquistes enchante, en revanche, Vox, le parti d'extrêmedroite espagnol. « Grâce aux réseaux sociaux, de nombreux jeunes sont en train de découvrir qu'après la guerre civile, ce ne fut pas une période obscure, comme cela nous est vendu, mais de reconstruction, de progrès et de réconciliation pour parvenir à l'unité nationale », s'est félicité au Parlement le député de Vox, Manuel Mariscal, en novembre 2024.

Ces deux dernières années, l'extrême droite a imposé, dans les accords de législature qu'elle a signés avec le Parti populaire (PP, droite) dans plusieurs régions autonomes, la suppression des lois sur la mémoire historique. Ces législations destinées à effacer les symboles franquistes et mettre en valeur les conquêtes de la démocratie ont disparu en Aragon, Cantabrie et à Valence. Le 27 mars, Vox et PP ont annoncé la prochaine suppression de celle d'Estrémadure.

Sandrine Morel (Madrid, correspondante), "Lettre de Madrid", <u>Le Monde</u>, 2 avril 2025